



## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

### MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

---

**Construction du nouveau siège de la commune  
de Sainte-Florence en extension d'un bâti  
communal**

---

**Commune de Saint Florence**

6 rue Gaston Chaissac

85140 SAINTE FLORENCE

## SOMMAIRE

1	- Dispositions générales du contrat.....	4
1.1	- Objet du contrat .....	4
1.2	- Décomposition du contrat.....	4
2	- Pièces contractuelles .....	4
3	- Intervenants .....	5
3.1	- Maîtrise d'œuvre .....	5
3.2	- Contrôle technique.....	5
3.3	- Sécurité et protection de la santé des travailleurs.....	5
3.4	- Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants.....	5
4	- Durée et délais d'exécution.....	5
4.1	- Délai global d'exécution des prestations.....	5
4.2	- Délai d'exécution .....	5
4.3	- Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution.....	6
5	- Prix .....	6
5.1	- Caractéristiques des prix pratiqués .....	6
5.2	- Modalités de variation des prix .....	7
5.3	- Répartition des dépenses communes .....	8
6	- Garanties Financières .....	8
7	- Avance .....	8
7.1	- Conditions de versement et de remboursement.....	9
7.2	- Garanties financières de l'avance.....	9
8	- Modalités de règlement des comptes .....	9
8.1	- Décomptes et acomptes mensuels .....	9
8.2	- Présentation des demandes de paiement.....	9
8.3	- Délai global de paiement .....	10
8.4	- Paiement des cotraitants .....	10
9	- Conditions d'exécution des prestations .....	10
9.1	- Caractéristiques des matériaux et produits .....	11
9.2	- Implantation des ouvrages .....	11
9.3	- Préparation et coordination des travaux .....	11
9.3.1	- Période de préparation - Programme d'exécution des travaux .....	11
9.3.2	- Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	11
9.3.3	- Registre de chantier .....	12
9.4	- Etudes d'exécution .....	12
9.5	- Installation et organisation du chantier.....	12
9.5.1	- Installation de chantier.....	12
9.6	- Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	13
9.6.1	- Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	13
9.6.2	- Documents à fournir après exécution .....	13
10	- Développement durable .....	13
11	- Réception.....	13
11.1	- Réception des travaux.....	13
11.1.1	- Dispositions applicables à la réception.....	13
12	- Garantie des prestations .....	13

13	- Pénalités .....	13
13.1	- Pénalités de retard.....	13
13.2	- Autres pénalités .....	14
14	- Assurances .....	14
15	- Résiliation du contrat .....	15
15.1	- Conditions de résiliation.....	15
15.2	- Redressement ou liquidation judiciaire .....	15
16	- Règlement des litiges et langues .....	16
17	- Dérogations .....	16

# 1 - Dispositions générales du contrat

## 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

**Construction du nouveau siège de la commune de Sainte-Florence en extension d'un bâti communal**

Lieu(x) d'exécution :

25 rue Gaston Chaissac

85140 SAINTE FLORENCE

## 1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 10 lot(s) :

Lots	Désignation
01	VRD / Gros-œuvre
02	Charpente bois
03	Couverture zinc
04	Menuiseries extérieures aluminium
05	Menuiseries intérieures
06	Cloison / Plafond
07	Carrelage
08	Peinture
09	Chauffage / Rafraichissement / Ventilation
10	Electricité / Courants forts et faibles

Le lot principal est le lot 01.

## 2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le calendrier détaillé d'exécution
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Les plans du projet
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les normes de conception de la série NF EN 1990 à 1999 (Eurocodes) et leurs annexes nationales
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé
- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

### **3 - Intervenants**

#### **3.1 - Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**Quattro Architectes  
40 bis rue la Mirette  
44400 REZE**

**Tél. : 0240355783**

#### **3.2 - Contrôle technique**

Le contrôle technique est assuré par :

**ALPES CONTROLES  
3 bis Impasse des prairies  
74940 ANNECY**

**Les missions de contrôle technique sont les suivantes :  
HAND ; L ; LE ; PS ; SEI ; TH ; ATHAND**

#### **3.3 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs**

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de **niveau III** sera assurée par :

**SAFE  
1 bis rue de l'Arée  
Parc d'Activités de la Mongie  
85140 ESSARTS EN BOCAGE**

**Courriel : info@safe85.fr**

#### **3.4 - Modalités de collaboration du maître d'œuvre avec les autres intervenants**

Avant tout commencement d'exécution, le maître d'ouvrage met à disposition du maître d'œuvre par tout moyen (courrier électronique ou physique, réunion d'information) la liste des intervenants à l'opération, leurs coordonnées ainsi que leurs missions. Dans le cadre de ses missions, le maître d'œuvre est autorisé à échanger directement avec chacun des intervenants dans les conditions et limites fixées par le présent marché. En cas de difficultés rencontrées lors de la collaboration avec l'un des autres intervenants, le maître d'œuvre informe le maître d'ouvrage sans délais.

### **4 - Durée et délais d'exécution**

#### **4.1 - Délai global d'exécution des prestations**

Le délai global prévu pour l'exécution de l'ensemble des prestations est de 10 mois.

#### **4.2 - Délai d'exécution**

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est de 10 mois, période de préparation incluse.

Le délai d'exécution de chaque lot s'insère dans ce délai d'ensemble, conformément au calendrier prévisionnel d'exécution joint au dossier de consultation.

A titre indicatif, le démarrage des travaux est prévu pour juin 2023 (période de préparation incluse).

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 10 jours.

#### **4.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution**

Les délais d'exécution des travaux sont définis conformément au calendrier prévisionnel d'exécution annexé au présent CCAP. L'ordre de service adressé au titulaire du lot commençant le premier l'exécution des travaux est porté à la connaissance des entreprises chargées des autres lots.

#### **Calendrier détaillé d'exécution**

A) Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré par le responsable de la mission d'OPC (ordonnancement, pilotage et coordination de chantier) après consultation auprès des titulaires des différents lots.

Pour exécuter l'ensemble des ouvrages, le calendrier met en évidence les tâches à accomplir et leur enchaînement et pour chacune d'entre elles, les durées et les dates de début et de fin (au plus tôt et au plus tard) ainsi que les marges disponibles pour leur exécution.

B) Au cours du chantier et avec l'accord des différents titulaires concernés, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai d'exécution d'ensemble fixé à l'acte d'engagement.

C) Le calendrier initial visé au A), éventuellement modifié comme il est indiqué au B), est notifié par ordre de service aux titulaires.

### **5 - Prix**

#### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqués**

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Les prix tiennent compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Il est précisé que ce prix comprend tous les travaux nécessaires à l'achèvement de l'ouvrage, quand bien même ceux-ci n'ont pas été pas décrits au C.C.T.P. ou dans toute autre pièce constitutive du marché ou bien lorsque cela modifie les quantités indiquées dans la décomposition du prix global et forfaitaire, que ces quantités aient été données par le titulaire, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier.

## **5.2 - Modalités de variation des prix**

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de MARS 2025; ce mois est appelé " mois zéro ".

Les prix sont révisés mensuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules
01	$C_n = 15.0\% + 85.0\% [(0.15 \text{ BT02 (n)} / \text{BT02 (o)}) + (0.4 \text{ BT03 (n)} / \text{BT03 (o)}) + (0.45 \text{ BT06 (n)} / \text{BT06 (o)})]$
02	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT16a (n)} / \text{BT16b (o)})$
03	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT34 (n)} / \text{BT34 (o)})$
04	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT43 (n)} / \text{BT43 (o)})$
05	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT18a (n)} / \text{BT18a (o)})$
06	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT08 (n)} / \text{BT08 (o)})$
07	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT09 (n)} / \text{BT09 (o)})$
08	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT46 (n)} / \text{BT46 (o)})$
09	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT41 (n)} / \text{BT41 (o)})$
10	$C_n = 15.0\% + 85.0\% (\text{BT47 (n)} / \text{BT47 (o)})$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour la révision est le mois de réalisation des prestations.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lots	Code	Libellé
01	BT02	Index du bâtiment - Terrassements - Base 2010
	BT03	Index du bâtiment - Maçonnerie et canalisations en béton (sauf ossature, béton armé, carrelage, revêtements et plâtrerie) - Base 2010
	BT06	Index du bâtiment - Ossature, ouvrages en béton armé - Base 2010
02	BT16a	Index du bâtiment - Charpente bois - Base 2010
03	BT34	Index du bâtiment - Couverture en zinc et en métal (sauf cuivre) - Base 2010
04	BT43	Index du bâtiment - Menuiserie en alliage d'aluminium - Base 2010
05	BT18a	Index du bâtiment - Menuiserie intérieure - Base 2010
06	BT08	Index du bâtiment - Plâtre et préfabriqués - Base 2010

07	BT09	Index du bâtiment - Carrelage et revêtement céramique - Base 2010
08	BT46	Index du bâtiment - Peinture, tenture, revêtements muraux - Base 2010
09	BT41	Index du bâtiment - Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010
10	BT47	Index du bâtiment - Électricité - Base 2010

### **5.3 - Répartition des dépenses communes**

Les dépenses sur compte prorata, dans tous les cas où elles n'ont pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires, font l'objet de la répartition forfaitaire suivante :

Libellé
Nettoyage du bureau de chantier et des installations communes d'hygiène
Consommation d'eau, d'électricité et de téléphone
Frais de nettoyage, réparation et remplacement des fournitures et matériels détériorés ou détournés, lorsque l'auteur des dégradations et des détournements est inconnu ou lorsque la responsabilité de l'auteur, insolvable, n'est pas couverte par un tiers

Le titulaire désigné pour la gestion du compte prorata (dénommé lot principal) procède au règlement des dépenses correspondantes, mais il peut demander des avances aux autres titulaires. En fin de chantier, il effectuera la répartition des dites dépenses au prorata du montant des situations cumulées de chaque entreprise. Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limite à jouer le rôle d'amiable compositeur dans le cas où les titulaires lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

## **6 - Garanties Financières**

Une retenue de garantie de 5,0 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

## **7 - Avance**

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	VRD / Gros-œuvre



L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux.

### **7.1 - Conditions de versement et de remboursement**

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

### **7.2 - Garanties financières de l'avance**

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,0 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

## **8 - Modalités de règlement des comptes**

### **8.1 - Décomptes et acomptes mensuels**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

### **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 218 502 128 00018

### **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **8.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG Travaux.

### **8.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

Le contrat de sous-traitance permet au titulaire d'un marché de faire exécuter une partie de celui-ci par un tiers.

Si l'entreprise recourt à la sous-traitance, que ce soit dans le cadre de son offre initiale ou bien en cours d'exécution du marché, il est rappelé d'une part l'interdiction d'une sous-traitance totale, d'autre part que l'entreprise titulaire du marché demeure l'entreprise principale et donc à ce titre responsable de la totalité du marché.

## **9 - Conditions d'exécution des prestations**

Adresse d'exécution :

25 rue Gaston Chaissac  
85140 SAINTE FLORENCE

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

### **9.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

### **9.2 - Implantation des ouvrages**

Voir CCTP.

### **9.3 - Préparation et coordination des travaux**

#### **9.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Le calendrier détaillé d'exécution est élaboré, après consultation des entreprises, dans les conditions énoncées précédemment à l'article « Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution ».

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

#### **9.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement ...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;

- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Il s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP. Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 50,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.

### **9.3.3 - Registre de chantier**

Voir CCTP.

### **9.4 - Etudes d'exécution**

Conformément aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Ce dernier doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

### **9.5 - Installation et organisation du chantier**

#### **9.5.1 - Installation de chantier**

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier dans les conditions suivantes :

- Bureau de chantier ;
- Sanitaires de chantier

## **9.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

### **9.6.1 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

### **9.6.2 - Documents à fournir après exécution**

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Aucun format numérique n'est préconisé pour la remise de ces documents. Cependant, chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 50,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

## **10 - Développement durable**

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## **11 - Réception**

### **11.1 - Réception des travaux**

#### **11.1.1 - Dispositions applicables à la réception**

Chaque titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés : le maître d'œuvre aura à charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

Postérieurement à cette action, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les lots considérés, comme il est stipulé à l'article 41 du C.C.A.G.-Travaux, sauf en cas d'impossibilité de réceptionner un ou plusieurs lots.

## **12 - Garantie des prestations**

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## **13 - Pénalités**

### **13.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

### **13.2 – Autres pénalités**

- **Pénalité pour absence aux réunions de chantier :**

Dès la notification de son marché, l'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier, ou de se faire représenter par une personne compétente capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise. Faute de cette représentation, l'entreprise sera considérée comme absente. Sera également considéré comme une absence, tout retard de plus d'une demi-heure ou départ anticipé et non autorisé par le maître d'œuvre.

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité de 100 € par absence.

- **Autres retenues de retard applicables en cours de chantier pour :**

- non remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) par le titulaire et ses sous-traitants dans le délai de 30 jours à compter de l'inspection commune, en rappelant qu'aucune intervention du titulaire ou du sous-traitant n'est possible avant la remise du PPSPS : de 50 € par jour calendaire de retard ;
- non remise des plans, notices, fiches techniques, fiches d'essais COPREC, PV, devis de travaux modificatifs, fourniture des échantillons et prototypes suivant catalogue fixé par le maître d'œuvre dès le début du chantier à présenter par l'entreprise durant la période de préparation de chantier suivant un planning établi par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage : 100 € par jour calendaire de retard et par document ou objet non remis ;
- Clôture de chantier (pour le lot concerné selon le CCTP) : Le défaut de clôture de chantier, la non réparation des clôtures détériorées dans les 24 heures donneront lieu à l'application d'une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard.

- **Autres pénalités après réception :**

Conformément aux articles 41.5 et 41.6 du C.C.A.G.-Travaux, lorsque la réception est assortie de réserves (pour imperfection/malfaçons ou pour non-façons) et que les travaux ne sont pas réalisés dans le délai prescrit, le maître de l'ouvrage peut les faire exécuter aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse.

En sus des mesures prévues aux articles 41.5 et 41.6 précités, si les travaux ayant fait l'objet de réserves ne sont pas réalisés dans le délai imparti, une pénalité journalière de 200 € par jour de retard calendaire sera appliquée. Cette pénalité est applicable pour chaque réserve dont la réception est assortie.

## **14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement

d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

### **Assurances du maître d'ouvrage**

Les assurances souscrites ou à souscrire par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

- Assurance « Tous risques chantier » couvrant les dommages matériels accidentels occasionnés en cours de travaux aux ouvrages, équipements et matériaux
- Assurance "Dommages-ouvrages" garantissant les travaux de réparation des dommages couverts par la garantie décennale des constructeurs (dommages apparents ou non lors de la réception de travaux) - Assurance au titre de la responsabilité civile garantissant les dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers lors de l'exécution des travaux

## **15 - Résiliation du contrat**

### **15.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

### **15.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci

si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## **16 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **17 - Dérogations**

- L'article 4.2 du CCAP déroge à l'article 18.1.1 du CCAG - Travaux
- L'article 5.2 du CCAP déroge à l'article 9.4.4 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 9.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 9.5.1 du CCAP déroge à l'article 31.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 20.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 13.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.4 du CCAG - Travaux